



**Economic and Social
Council**

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2005/18/Add.1
23 February 2005

Original: ENGLISH / FRENCH /
SPANISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Sixty-first session
Item 6 of the provisional agenda

**RACISM, RACIAL DISCRIMINATION, XENOPHOBIA AND
ALL FORMS OF DISCRIMINATION**

**Report by the Special Rapporteur on contemporary forms
of racism, racial discrimination, xenophobia and
related intolerance, Mr. Doudou Diène**

Addendum

Summary of cases transmitted to Governments and replies received*

* The report is being circulated in the languages of submission only.

Contents

	<i>Paragraphs</i>	<i>Pages</i>
Introduction	1 – 2	3
SUMMARY OF CASES TRANSMITTED AND REPLIES RECEIVED		
Canada.....	3 – 4	3
Côte d’Ivoire.....	5 – 11	4
France.....	12 – 16	7
India.....	17 – 19	8
Israel.....	20 – 22	9
Malaysia.....	23 – 30	9
Nepal.....	31 – 34	11
Peru.....	35 – 38	12
Romania.....	39 – 41	13
Russian Federation.....	42 – 44	14
Slovakia.....	45 – 50	15
Sudan.....	51 – 56	17
Switzerland.....	57 – 59	19

Introduction

1. This addendum to the report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance gives an account of actions undertaken by the Special Rapporteur between 1 January 2004 and 31 January 2005. It also contains in summary form the replies received from Governments to his communications, as well as observations of the Special Rapporteur where considered appropriate.
2. Replies to communications sent by the Special Rapporteur in December 2004 will be included in the Special Rapporteur's report to the sixty-second session of the Commission on Human Rights, together with any late replies.

SUMMARY OF CASES TRANSMITTED AND REPLIES RECEIVED

Canada

3. On 13 December 2004, the Special Rapporteur sent a letter of allegation concerning a Canadian citizen, Thérèse Achour, who married **Hamid Achour**, a Moroccan citizen on 10 April 2003. Hamid Achour applied for a Canadian visa and attended an interview at the Canadian Embassy in Rabat, Morocco, on 9 March 2004. Mr. Achour's application was refused on the grounds that the embassy was not satisfied with Mr. Achour. No further explanation was provided. Mr. Achour claims that the interview and the examination of his request were not carried out and examined fairly. For example, during his interview the immigration officer did not allow Mr. Achour to speak in English despite his request to do so. He was simply told that he would be provided with an interpreter. Moreover, the letter informing Mr. Achour that his request for a Canadian visa was refused showed that the immigration officer in question had removed and changed important information. Mr. Achour also claims that he was humiliated by the immigration officer and the interpreter during the interview as they laughed at him and asked him whether he had sexual relations with Thérèse Achour before they were married. Thérèse Achour tried contacting the Canadian Embassy and the Canadian Government on various occasions by phone, email and mail. She only received one reply from the Ministry of Immigration stating that there was nothing that could be done to assist her and her husband. Thérèse and Hamid Achour have been married for more than 1^{1/2} years and are still living separately.

Observations

4. Reference is made to paragraph 2 above; the deadline for this communication was set at 10 February 2005.

Côte d'Ivoire

5. Le 26 mars 2004, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et la Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des migrants, a adressé une lettre d'allégation au Gouvernement, relative aux renseignements reçus selon lesquels, le jeudi 25 mars 2004, de violentes manifestations à Abidjan, entre les manifestants de l'opposition d'un côté et les forces de l'ordre et les milices progouvernementales de l'autre, auraient fait de nombreuses victimes parmi les membres de l'opposition et des forces de l'ordre. Il semblerait qu'une vingtaine de personnes au moins auraient été tuées, des femmes et des fillettes auraient été violées, et que des exactions à caractère ethnique auraient eu lieu. Des migrants auraient été arrêtés et seraient maintenus en secret. Des manifestations auraient également eu lieu à Yamoussoukro, Bouaké et Korhogo. Des informations plus récentes auraient indiqué que de nouvelles manifestations auraient été organisées le jour même, et les experts auraient exprimé leur crainte que d'autres confrontations violentes puissent avoir lieu.

6. Le 25 juin 2004, le Gouvernement a répondu à la communication qui lui a été adressée le 26 mars 2004. Le Gouvernement informe qu'à la suite des événements des 25 et 26 mars le Ministère des droits de l'homme aurait engagé des démarches pour recueillir des témoignages et des informations auprès de différentes organisations nationales et internationales. Le Ministère aurait aussi entrepris des investigations sur le terrain et auprès des différents services qui, en raison de leur mission, sont intervenus ou ont été sollicités à l'occasion des événements en question. Sur instruction du Président de la République, une enquête aurait également été ouverte par le procureur de la République près le tribunal de première instance d'Abidjan Plateau. Des plaintes auraient été pareillement déposées par des victimes dans certaines unités de police, notamment à la direction de la police judiciaire. Le procureur de la République aurait demandé au service de thanatologie du centre hospitalier universitaire de Treichville de faire pratiquer des autopsies en vue de déterminer les causes exactes des décès et d'établir leur lien avec les événements des 25 et 26 mars 2004. Les résultats de ces autopsies ne lui sont pas encore parvenus. Le Gouvernement affirme qu'en l'état on ne peut pas valablement évoquer ni la question des responsabilités ni celle des sanctions pénales ou disciplinaires des auteurs et de l'indemnisation des victimes. Outre les procédures judiciaires, deux commissions parlementaires ont été mises sur pied pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises au cours des événements des 25 et 26 mars 2004, et sur celles commises sur l'ensemble du territoire national depuis le 19 septembre 2002. De ces investigations, il ressort les faits suivants:

a) En réalité, il n'y aurait jamais eu de marche ni de rassemblement en vue d'une marche le 25 mars 2004, mais des affrontements entre les agents des forces de l'ordre et de sécurité, chargés de veiller à l'application du décret portant interdiction des marches et manifestations, et des groupes de manifestants armés de gourdins, de machettes et parfois d'armes à feu dans certains quartiers, qui n'auraient pas hésité à s'en prendre à la police, la gendarmerie et les forces armées, ni même à tuer deux sergents-chefs de la police et à en blesser d'autres. Très tôt les 25 et 26 mars, il y aurait eu des barricades et des pneus enflammés sur la voie publique dans les quartiers de certaines communes;

- b) La police, appuyée par des agents de la gendarmerie ainsi que par les forces armées, aurait été chargée de la protection de la ville d'Abidjan et de mener des patrouilles de dissuasion. Les consignes des forces de sécurité auraient été, en utilisant les moyens conventionnels de maintien de l'ordre public, d'empêcher les attroupements d'individus et de disperser les manifestants. Les ordres auraient été que le recours aux armes à feu étant réglementé, leur utilisation se ferait dans les conditions extrêmes de légitime défense;
- c) Selon le Ministre de la sécurité intérieure, M. Martin Bleou, des personnes armées non identifiées auraient été aperçues sur le terrain des opérations. De ce fait, le Gouvernement a souligné qu'Abidjan est infiltrée par des rebelles qui portent les mêmes tenues que les forces nationales de défense et de sécurité. Une enquête à cet égard a été ordonnée par le Gouvernement. Les résultats sont toujours attendus. Une autre enquête, menée par le Ministre de l'enseignement supérieur sur la question des milices privées, a montré qu'il n'existe pas de milices et que les associations de la jeunesse ivoirienne regroupées sous le vocable «Jeunes patriotes» mises en cause sur la question n'étaient pas armées;
- d) Il y aurait eu 80 morts, dont un à Yamoussoukro. Les frais médicaux pour tous les blessés auraient été pris en charge par le Gouvernement;
- e) Aucune des personnes interpellées n'a été détenue en secret. Les personnes en question auraient reçu des visites du Comité international de la Croix-Rouge et de la MINUCI (Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire);
- f) Il n'y aurait eu aucune exaction à caractère ethnique;
- g) Concernant les villes de Bouaké et de Korhogo, le Gouvernement ne pourrait pas véritablement confirmer les faits et les conséquences qui en auraient découlé compte tenu du fait que ces villes seraient sous contrôle des rebelles;
- h) Il y aurait un sérieux problème de prolifération des armes en Côte d'Ivoire, qui s'est produit particulièrement suite aux conflits dans la sous-région. Le Gouvernement a créé une commission interministérielle, la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères, pour lutter contre ce phénomène et l'insécurité qu'il engendre. La réalité est telle que des armes de guerre circuleraient illégalement et serviraient fréquemment à la perpétration de diverses et graves infractions, même dans la zone sous contrôle gouvernemental.

Le Gouvernement ajoute qu'un numéro vert aurait été installé pour permettre aux victimes des violations de droits de l'homme de les dénoncer. Un Ministère des droits de l'homme aurait également été créé. Il souligne également que la guerre rendrait encore plus difficile la lutte contre l'impunité, même si le Gouvernement proclame toujours qu'il s'efforce de lutter contre l'impunité. Une liste des cas de violations de droits de l'homme commises pendant les années 2001 à 2004 ainsi que leurs suivis judiciaires a été jointe.

7. Le 23 juin 2004, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture et le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, a adressé un appel urgent au Gouvernement, relatif au cas d'une trentaine de réfugiés parmi lesquels 12 femmes, dont une enceinte, et 11

enfants, et parmi lesquels il y aurait eu **Alphonso Faroy** (h), réfugié originaire de la Sierra Leone, 32 ans, **Higgins Bernard Jr** (h), réfugié originaire du Libéria, 21 ans, **Mensah Ainankra** (h), réfugié originaire du Togo, 38 ans, **Hortense Lotika** (f), réfugiée originaire de la République démocratique du Congo, 23 ans, qui auraient été attaqués le 9 juin 2004 par des membres des forces de sécurité ivoiriennes. Il nous a été rapporté qu'à 2 heures du matin, alors que les réfugiés se trouvaient dans des immeubles en construction à Attoban, un quartier d'Abidjan, cinq représentants armés des forces de l'ordre vêtus d'uniformes se seraient présentés, auraient tiré des coups de feu en l'air et leur auraient ordonné de sortir de leurs abris et de s'étendre sur le sol. Les réfugiés auraient alors été battus à coups de ceinture et sommés de quitter les lieux sur-le-champ. L'un des membres des forces de l'ordre leur aurait dit qu'il n'y avait pas de réfugiés en Côte d'Ivoire mais seulement des rebelles. Avant de partir, les forces de l'ordre auraient dépouillé les réfugiés de tous leurs biens et les auraient menacé de revenir voir s'ils avaient bien évacué les lieux. Il a également été rapporté que ces réfugiés auraient à plusieurs reprises fait l'objet de harcèlement de la part de certains membres de la population locale ainsi que des forces de sécurité. D'après des renseignements reçus, ces réfugiés se cacheraient toujours dans Abidjan et seraient contraints de se déplacer constamment en raison des fréquents contrôles policiers, et par peur de nouvelles menaces et agressions. Leur situation sanitaire, en particulier celle des enfants et de la femme enceinte, se serait aggravée. Les enfants auraient contracté la malaria et n'auraient pas reçu de soins médicaux. Ces réfugiés ne pourraient compter que sur la générosité de certains membres de la population locale pour subvenir à leurs besoins quotidiens en eau et en nourriture. Des craintes ont été exprimées quant à la détérioration de l'état de santé des réfugiés et quant aux violences auxquelles ils pourraient à nouveau être soumis.

8. Le 30 juin 2004, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a adressé une lettre d'allégation au Gouvernement concernant **Dembélé Bazoumana**, journaliste au quotidien *Tassouman* et résidant à Abobo. Le 29 octobre 2002, aux environs de 14 heures, alors qu'il venait de quitter son domicile, il aurait été interpellé près du cinéma Liberté par une quinzaine de policiers et gendarmes et conduit dans des locaux de la gendarmerie où il aurait été soumis à des actes de torture. Dembélé Bazoumana aurait été contraint de se déshabiller et de se coucher à plat ventre. Il aurait ensuite été frappé à coups de barres de fer. Pendant que les coups lui étaient portés, les policiers et gendarmes auraient affirmé qu'ils tueraient tous les Dioulas comme lui. Il aurait ensuite été conduit près de Bingerville et d'un village nommé Ana, dans les environs du camp d'Akouédo. Cet endroit serait connu sous le nom de territoire d'Ana ou de Camp Bouaro. Sorti du véhicule, il aurait été placé dans un endroit où se seraient trouvés trois corps en décomposition, et où les policiers et gendarmes se seraient servis de lui comme d'une cible sur laquelle ils auraient tiré à maintes reprises. Le journaliste atteint d'une balle dans le mollet aurait été reconduit à la gendarmerie où il aurait à nouveau été soumis à des actes de torture avant d'être transféré à la gendarmerie de Cocody où il aurait passé la nuit. Le lendemain, ayant perdu beaucoup de sang pendant la nuit, il aurait été transféré dans un grand état de faiblesse à la brigade de recherche de la gendarmerie du Plateau où il aurait passé six jours avant d'être libéré, le 5 novembre 2002. Le Rapporteur spécial a reçu des photographies attestant des blessures infligées à Dembélé Bazoumana.

Observations

9. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement de la Côte d'Ivoire pour sa réponse du 25 juin 2004 concernant sa communication du 26 mars 2004.

10. Cependant, le Rapporteur spécial regrette de n'avoir pas, à ce jour, reçu de réponses à ses communications des 23 juin 2004 et 30 juin 2004.

11. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Rapporteur spécial se voit dans l'obligation de traiter ces cas comme des faits avérés dans son rapport général et non plus comme des allégations.

France

12. Le 25 mai 2004, le Rapporteur spécial a adressé une lettre d'allégation au Gouvernement relatif aux renseignements reçus selon lesquels, le 16 novembre 2001, **Mme Astou Awa Conde** aurait été empêchée de prendre son vol pour La Havane, alors qu'elle était en transit à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Selon les rapports, lors du contrôle des passeports, Astou Awa Conde aurait été arrêtée, puis maintenue en détention à Roissy du 16 au 30 novembre 2001. Elle aurait ensuite été déportée vers son pays d'origine sur le vol d'Air France n° 764. D'après les renseignements reçus, elle était en possession d'un passeport en cours de validité muni d'un visa de transit pour le territoire français et de son billet aller et retour. Questionnées sur les motifs de sa détention par Astou Awa Conde, les forces de police auraient répondu que la seule raison pour laquelle elle avait été privée de sa liberté était son origine africaine. D'après les renseignements reçus, au moment de sa déportation elle aurait été privée de ses documents d'identité, de son billet, de ses bagages et de la somme de 1 100 dollars des États-Unis. À la demande de Mme Astou Awa Conde, une enquête judiciaire serait en cours.

13. Le 5 août 2004, le Gouvernement a répondu à la communication qui lui a été adressée le 25 mai 2004, en indiquant que **Mme Astou Awa Conde**, ressortissante de Guinée, a fait l'objet d'une mesure de non admission sur le territoire français en raison d'un défaut de visa d'escale, visa qui est exigé en cas de changement d'aéroport lors de l'escale ou de décalage de plusieurs jours entre le vol d'arrivée et le vol de départ. Ce visa d'escale est désormais remplacé par le visa de transit aéroportuaire. Mme Astou Awa Conde aurait été conduite au poste de police de l'aérogare pour un examen de sa situation administrative. Elle aurait, après avoir refusé son embarquement à destination de La Havane le 16 novembre, aussi refusé de prendre un vol à destination de Conakry le 19, jusqu'à sa reconduction à Conakry le 30 novembre 2001. Le Gouvernement souligne que le cadre législatif et réglementaire français ne permet en aucune manière de refuser l'entrée à un étranger pour des motifs liés à sa nationalité ou à son pays de provenance, mais seulement au motif que l'étranger ne dispose pas des documents exigés par la loi. Au regard de l'allégation qu'elle aurait été privée d'une somme d'argent en sa possession, le Gouvernement a indiqué qu'une enquête judiciaire et administrative est en cours.

14. Le 23 décembre 2004, le Rapporteur spécial a adressé une lettre d'allégation au Gouvernement relative aux informations reçues concernant des événements qui se seraient produits le 27 novembre à Sartène, Corse-du-Sud. Un groupe d'hommes armés non identifiés aurait attaqué la maison d'un imam marocain, **Imam Mohammed al-Akrach**, maison dans laquelle il y aurait eu également un lieu de prière. Ces hommes auraient tiré six fois en proférant

des insultes racistes. Personne n'aurait été blessé. Cette même maison aurait déjà fait l'objet d'une attaque l'année passée avec l'incendie de l'entrée de la maison. Une enquête judiciaire serait en cours. La maison d'une famille tunisienne à Calvi aurait également fait l'objet de tirs, et des graffiti sur le mur à connotation raciste auraient été apposés. En outre, un groupe armé nommé Clandestini aurait fait une déclaration félicitant les auteurs de l'attaque d'une maison à Biguglia, appartenant à une famille d'Afrique du Nord. Ce même groupe aurait également critiqué une organisation qui lutte contre le racisme ainsi que la Ligue des droits de l'homme pour avoir condamné les attaques en question. Le Rapporteur spécial exprime sa profonde préoccupation pour la sécurité et le respect des droits des immigrants et des personnes d'origine étrangère, notamment nord-africaine, en Corse, à la lumière du nombre considérable d'attaques violentes de nature raciste en Corse cette année.

Observations

15. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement français pour sa réponse datée du 25 mai 2004. Toutefois, il estime que, compte tenu de la fréquence attestée de ce genre de situation, le Gouvernement doit d'urgence accorder une attention particulière à ces pratiques, attentatoires aux droits de l'homme des personnes qui en sont victimes, et adopter des mesures administratives claires et suivies, notamment par des instructions fermes aux services aéroportuaires compétents pour que ces incidents, dont la fréquence est particulièrement préoccupante, ne se reproduisent plus. Dans l'attente d'une enquête approfondie sur les pratiques discriminatoires dans les ports et aéroports, assez généralisées dans toutes les régions du monde, qu'il se propose de faire prochainement, le Rapporteur spécial recommande la mise sur pied de structures conjointes forces de l'ordre et organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires dans ces zones, pour la protection et le respect des droits de l'homme des personnes qui en sont victimes.

16. Étant donné que le Gouvernement a jusqu'au 23 février 2005 pour répondre à la communication du 23 décembre 2004, référence est faite au paragraphe 2 du présent rapport.

India

17. On 8 June 2004 the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on violence against women, sent a letter of allegation to the Government concerning a group of **200 people who attacked a Dalit settlement** in the Kalapatti village of the Coimbatore district, Tamil Nadu, on 16 May 2004. The Dalits' homes were reported to have been attacked by upper-caste villagers using swords and other weapons. Allegedly, inter alia, they pushed the Dalits to the ground, stomped on them, used degrading caste names to refer to them, sexually assaulted the women and attempted to pull off their saris. Other specific incidents mentioned were that an 8-month-old baby was thrown against a wall, a 75-year-old man was attacked, and a middle-aged woman was hit on the head as she attempted to protect her son. Close to 100 houses were said to have been burnt, money and jewels were stolen, and cattle owned by the Dalits were reported to have been killed. In total, 14 Dalits were allegedly admitted to the Coimbatore Medical College Hospital. Many Dalits are said to have tried to escape but were prevented from leaving the settlement. Fears have been expressed for their security.

Observations

18. The Special Rapporteur regrets that no reply to his communication had been received from the Government of India at the time this report was finalised.

19. The Special Rapporteur intends to follow up on this case. In the eventuality that no response is received from the Government, he will no longer treat the case as a mere allegation but will include it in his next general report.

Israel

20. On 24 May 2004 the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government, concerning the alleged refusal by the Government of Israel to issue press cards to **Palestinian journalists** as well as refusing, since 2001, to renew their press accreditation. This was reportedly done on the grounds that Palestinians pose a potential security threat by being Palestinians. This position was challenged before the High Court of Justice of Israel by media organizations. On 25 April 2004 the High Court decided that the Government Press Office was acting illegally in this regard and ruled that Palestinian journalists should be given press cards once they had been given a security clearance to work in Israel. Reports indicate however, that on 11 May 2004, the Government petitioned the High Court claiming that threatening statements from militant Palestinian groups had now made Palestinian journalists a danger to Israeli leaders in particular, therefore in effect continuing the discriminatory practice implemented since 2001.

Observations

21. The Special Rapporteur regrets that no reply to his communication had been received from the Government of Israel at the time this report was finalised.

22. The Special Rapporteur intends to follow up on this case. In the eventuality that no response is received from the Government, he will no longer treat the case as a mere allegation but will include it in his next general report.

Malaysia

23. On 26 April 2004 the Special Rapporteur, jointly with the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the human rights of migrants, sent an urgent appeal to the Government regarding 28 asylum-seekers from Myanmar. According to the information received, on 14 April 2004, at about 3.00 a.m., Malaysian police arrested 28 asylum-seekers from Myanmar (22 men and 6 women), outside the compound of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) in Kuala Lumpur. The arrests took place as the asylum-seekers were queuing up to register with UNHCR. Their names were given as follows: **Adam Khin; Anandda Dandee; Anuar Shaker; Asoh Ulong; Ayouit; Banya; Brang Shang; Bumbo; Gilbert; Harun Numu Ahmad; Housin Ali; Kong Htut Aung; Mg Myo Myo; Mohamad Khan; Mohd Ayas Jamal; Muang Zaw Htet; Mustafa Ali; Na Ing; Soh Aung; Thein; Yasin Ali; Zahidamat; Ah Mai; Cherray; Khau Ng Pu; Kurzi; Matriah Marthy; and Nan Sar.**

24. It was reported that only nationals of Myanmar were arrested, although Bangladeshi and Indonesian asylum-seekers were also waiting in line in front of the UNHCR office. The 28 detainees were sent to the Semenyih Immigration Camp in Selangor State. It was said that if any applicants were recognized as refugees by UNHCR, they would not be released until resettlement for them was arranged. Unsuccessful applicants were at risk of being forcibly returned to Myanmar. Fears had been expressed that the camp authorities might try to convince the detainees to sign letters asking for their voluntary return to Myanmar and renouncing their asylum claims. On 5 September 2003, the Government repatriated 66 asylum-seekers to Aceh. It was reported, moreover, that Malaysian immigration law makes no distinction between refugees and irregular immigrants. All undocumented persons in Malaysia are reportedly labelled “illegal immigrants” and are subjected to harsh and arbitrary immigration laws. It was also stated that Malaysian legislation does not contain judicial or administrative avenues for asylum-seekers to challenge and overturn their detention and repatriation. Lastly, it was said that the conditions in Semenyih Immigration Camp are poor. Visits by the Malaysian Human Rights Commission reportedly revealed that the food, sanitary conditions and sleeping facilities are all inadequate.

25. On 14 June 2004 the Government of Malaysia replied to the communication of 26 April 2004 concerning the **28 persons from Myanmar**. The Government affirmed that on 14 April the police came across 28 persons from Myanmar outside the UNHCR office. These individuals were arrested in accordance with section 6 (3) of the Immigration Act of 1959 for not having valid travel documents and were then taken to Brickfields District Police Headquarters, after which they were transferred to the Police Immigration Depot in Machap Umbo, Malacca, for subsequent deportation to their country of origin. Eight of them were deported on 7 and 29 May 2004 whilst the remaining 20 were, at the time of writing, still held at the Police Immigration Depot in Machap Umbo. The Government claimed that despite the fact that Malaysia is not a signatory to the 1951 Refugee Convention, it still allows, on humanitarian grounds, all who have been certified as refugees by UNOHCR an amnesty period when they are housed until they are deported to their country of origin. The Government also confirmed that Malaysian laws do not distinguish between refugees and other illegal immigrants, but categorically denies the allegation that the laws regulating arrest, detention and repatriation are arbitrary and harsh. Moreover, the Government asserted that overcrowding in the Semenyih Immigration Camp was the main reason for inadequate facilities in the camp. This issue is being addressed to ensure that adequate food, sanitation and sleeping facilities are provided.

26. On 7 July 2004 the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative on the independence of judges and lawyers, the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression and the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, sent an urgent appeal to the Government concerning **P. Uthayakumar**. It was reported that Mr. Uthayakumar, a human rights lawyer, advocate and solicitor at the High Court of Kuala Lumpur and Honorary Legal Adviser to the Police Watch and Human Rights Committee, was allegedly assaulted twice in May 2004. (Mr. Uthayakumar has already been the subject of two joint urgent appeals sent on 5 May 2004 and 13 May 2004 (see E/CN.4/2005/64/Add.1), to the first of which the Government sent a reply on 14 June.) On 20 May 2004, Mr. Uthayakumar was assaulted at gun point by persons believed to be members of the Royal Malaysian Police Force. He had sought temporary asylum in the United Kingdom and returned to Malaysia on 13 June 2004, following the assurances of the Government of Malaysia that his safety would be guaranteed. The Special Rapporteur’s information indicates that since his return, Mr. Uthayakumar’s office has been repeatedly visited by members of the

Royal Malaysian Police Force, in response to which Mr. Uthayakumar lodged a complaint with the police. The officer in charge of the Brickfields Police District then opened a police report against Mr. Uthayakumar for alleged criminal defamation of the police. On 29 June 2004, Mr. Uthayakumar found in his letterbox an envelope containing a live bullet in a plastic casing and a note written on tracing paper using letters from newspaper cuttings and threatening him with death.

27. On 7 October 2004, the Government of Malaysia replied to the communication of 7 July 2004 concerning P. Uthayakumar. The Government, whilst reaffirming Malaysia's adherence to the principles of non-discrimination and the right to freedom of opinion and expression, asserted that following the lodging of two complaints with the police by P. Uthayakumar, two criminal investigations were launched. The police could not link either of the alleged assaults on Mr. Uthayakumar to Malaysian police personnel, and the fact that Mr. Uthayakumar refused, even under subpoena, to give official statements to the police, further hampered the investigations in his case. It was only on 9 September 2004, when the police took Mr. Uthayakumar to the police station, that a police statement was finally recorded. The Government claims that Mr. Uthayakumar's rights have not been violated.

Observations

28. The Special Rapporteur thanks the Government of Malaysia for its replies.

29. Concerning the communication of 26 April 2004, the Special Rapporteur considers that UNCHR should be aware of incidents of this kind and should take special measures to protect refugees waiting in front of its premises. He furthermore requests that he be kept informed of the developments in this case.

30. Concerning the communication of 7 July 2004, the Special Rapporteur, whilst following up on Mr. Uthayakumar's current situation, requests that he be kept informed of developments.

Nepal

31. On 19 October 2004, the Special Rapporteur sent a letter of allegation to the Government concerning information that on 6 September 2004 a ban on the use of public facilities was reportedly imposed on Chamar Dalits by the upper-caste villagers in the village of Bhagawatpur, because the Chamar Dalits allegedly refused to remove the carcasses, which had been regarded as their traditional work in the society for a long time. The Chamar Dalits were consequently not allowed to purchase supplies from shops and medical stores. The upper-caste villagers also decided to levy a fine of Rs 1,151 against any Chamar Dalit who violated the ban, as well as against any villager who sold goods to them. It was also reported that 20 Dalits were fired by their employers, including the following persons: **Ram Kishun Ram, Shiba Ram, Kailu Ram, Sebak Ram, Muneshwar Ram, Shiba Narayan Ram, Rameshwar Ram, Phagu Ram, Ramji Ram, Sinheshwor Ram, Ramcharan Ram, Kalar Ram and Sita Ram**. Also, B.K.R., a student at the lower secondary school, was reportedly forced to leave the school by his teacher, who said that since he was a Dalit he was not allowed to attend school. According to the information received, the Dalit villagers filed a complaint with the Chief District Officer in Rajbiraj, but no action to protect their rights was taken. After a big protest in front of the Chief District Officer's office, the police arrested five alleged perpetrators from the upper-caste Mandal, but not the

alleged main perpetrator. At the time this communication was sent, no effective measure had been taken to protect the rights of the Dalits in the village.

32. On 17 November 2004, the Special Rapporteur sent a letter of allegation to the Government concerning S.S. a Dalit girl aged 14, from 6 Inaruwa, Sunsari, who was allegedly raped and then murdered with impunity. On 17 May 2004, at around 11.00 p.m., more than 10 masked men entered her family home. They tied up her father, T.S., and held him down on the floor. Then several men went to the room where S.S. and her mother, R.S. were sleeping and dragged them out of the house and raped S.S. After the masked men left, T.S. and the neighbours searched and finally found the mother lying unconscious. She was taken to the hospital. On 18 May 2004, villagers found one of the alleged perpetrators, whose name is known to the Special Rapporteur. He was reportedly sleeping under a bridge far from the village, his shirt was stained with blood and the bamboo sticks used in the attack were scattered around him. Villagers took him to the Inaruwa District Police Office. Upon his arrest, he reportedly confessed that he and his friends had gone to the victim's house. On 19 May S.S.'s naked body was found. According to the post mortem report conducted at the District Hospital at Inaruwa, S.S. had been raped and then killed by suffocation. The police reportedly arrested more than 10 men named by the villagers and S.S.'s family as being the perpetrators. However, the majority of the suspects were released on the same day following protests made on their behalf by their families and relatives. The suspects are reported to belong to upper-castes families and are sons of landlords in the village. It is reported that no further investigation was conducted. The one suspect who was held in police custody for two months was reportedly released when an alibi was established. Due to fear for their security, S.S.'s family have been forced to leave the village.

Observations

33. The Special Rapporteur regrets that no replies to his communications had been received from the Government of Nepal at the time this report was finalised.

34. The Special Rapporteur intends to follow up on these cases. In the eventuality that no responses are received from the Government, he will no longer treat the cases as mere allegations but will include them in his next general report.

Peru

35. El 7 de septiembre de 2004, el Relator Especial ha enviado un llamamiento urgente, conjuntamente con el Relator Especial sobre la cuestión de en tortura, en relación con los agricultores **Alfonso Adrián Poma Guillermo**, de 29 años, **Alejandrina Poma Guillermo**, de 32 años, **Maribel Gutiérrez Ceballos**, de 27 años, **Quintín Nicolás Villegas Mamani**, de 41 años, **Leyver Adrián Gutiérrez Mamani**, de 26 años, **Edwin Hualpa Ccallo**, de 21 años, **César Perca Condori**, de 35 años, **Nélida Vicenta Gutiérrez Mamani**, de 30 años, **Esperanza Poma Guillermo**, de 31 años, **Victoria Bonifacia Huisa Mamani**, de 41 años, **Rosendo Luciano Poma Guillermo**, de 40 años, **Virgilio Flóres Flóres**, de 27 años, y **un centenar de campesinos** más que habrían tomado posesión pacífica de un área de terreno erosionado ubicado en el sector de Munipata del Distrito de Sama Las Yaras, en la Provincia de Tacna.

36. Según las informaciones recibidas, los agricultores habrían estado amparados por el reconocimiento de su posesión otorgado en la resolución 198-2004-MP-FEPD-TACNA de la

Fiscalía de Prevención del Delito, en donde se exhortaba al ejército al respeto de los derechos humanos y a los agricultores a respetar el debido proceso para poder ejercer su derecho. En este contexto, y para evitar posibles problemas con el ejército, los agricultores se habrían ubicado a más de 5 kilómetros de donde se encontraban acantonados los militares. Sin embargo, se alega que tras dos incursiones violentas por parte de los militares, el 18 y 20 de agosto de 2004, los agricultores habrían solicitado al Prefecto que les otorgara garantías. El 29 de agosto de 2004 por la noche, numerosos miembros del ejército habrían rodeado el campamento que los campesinos habían instalado en Munipata. Los campesinos, mujeres, niños y ancianos habrían sido atacados por los soldados con piedras, palos y disparos al aire. Alfonso Adrián Poma Guillermo habría recibido dos pedradas en la cara lanzadas por un capitán. El ataque habría sido acompañado con insultos que hacían referencia al origen étnico de los agricultores. Seguidamente habrían sido obligados a caminar cerca de 7 kilómetros. Durante la marcha los campesinos habrían sido nuevamente golpeados con palos. Finalmente, habrían sido abandonados en la carretera, sin ningún tipo de abrigo. A la mañana siguiente, la Policía Nacional del Perú (PNP) ubicada en la localidad de Sama se habría negado a recibir una denuncia sobre los hechos presentada por los campesinos, y les indicó que tenían que dirigirse a la Fiscalía de Tacna. Un médico forense habría hecho un reconocimiento de 12 de los campesinos heridos. Alfonso Adrián Poma Guillermo habría presentado desfiguración de rostro con dos cortes en la cara con sutura de 15 puntos cada uno, cabeza rota suturada con 13 puntos, fractura de tobillo, y hematomas en las piernas y en los brazos. Alejandrina Poma Guillermo habría presentado un corte en el pómulo izquierdo con sutura de cinco puntos y hematomas en la cabeza. Maribel Gutiérrez Ceballos habría presentado hematomas en la espalda, cabeza, y extremidades. Quintín Nicolás Villegas Mamani habría presentado heridas por aplastamiento de los dedos de la mano derecha y hematomas en todo el cuerpo. Leyver Adrián Gutiérrez Madani, Edwin Hualpa Ccallo, César Perca Condori, Nélica Vicenta Gutiérrez Madani, Esperanza Poma Guillermo, Victoria Bonifacia Huisa Madani, Rosendo Luciano Poma Guillermo y Virgilio Flóres Flóres habrían presentado cortes y hematomas en diferentes partes del cuerpo.

Observaciones

37. El Relator Especial lamenta no haber recibido respuesta a su comunicación del 7 de septiembre de 2004.
38. Si el Relator Especial no recibe una respuesta a su comunicación, va a tratar de este caso en su informe general y no más como un llamamiento urgente.

Romania

39. Le 27 mai 2004, le Rapporteur spécial, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture, a adressé une lettre d'allégation au Gouvernement concernant le cas de **Gheorghe Emilian**, 34 ans, qui aurait été arrêté par des agents de police le 5 novembre 2002 alors qu'il se trouvait dans un bar du centre de Pitesti avec trois autres hommes, dont son frère et son cousin. Ils auraient tous les quatre été amenés au poste de police n° 1 de Pitesti sans recevoir aucune explication. Une fois arrivés, des agents de police les auraient traités de gitans, auraient proféré des insultes racistes et leur auraient dit que les gitans comme eux n'étaient pas autorisés à fréquenter le centre de la ville. Gheorghe Emilian aurait été conduit dans une chambre séparée, où il aurait reçu des coups de poing et de pied et des gifles. Ils auraient finalement été remis en liberté mais auraient reçu une amende pour association en vue d'échange illégal de devises

étrangères. D'après des examens médicaux, Gheorghe Emilian serait depuis lors atteint de surdité à l'oreille gauche, ce qui aurait entraîné des troubles psychologiques. Une plainte aurait été déposée auprès du bureau du procureur.

Observations

40. Le Rapporteur spécial regrette de n'avoir pas reçu, à ce jour, de réponse à sa communication.

41. En l'absence de réponse du Gouvernement et compte rendu de la gravité de la question, le Rapporteur spécial se voit dans l'obligation de traiter ce cas comme un fait avéré dans son rapport général et non plus comme une allégation.

Russian Federation

42. On 28 July 2004, the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative of the Secretary-General on the situation of human rights defenders and the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government concerning information received regarding **Dmitri Kraiukhin**, Director of "United Europe", a non-governmental organization that works to combat racism in Orel, western Russia. According to the information received, in June 2003 Dmitri Kraiukhin reportedly informed the Prosecutor's Office in the Zavodskii district of Orel about alleged acts of vandalism and anti-Semitic activities carried out by a neo-Nazi organization called Russian National Unity (RNU). It is reported that as a result of this complaint a criminal case was opened which led to two members of RNU being charged with offences under article 282 of the Russian Criminal Code, "incitement of national, racial or religious enmity". The court case was reportedly due to commence in September 2004 with Dmitrii Kraiukhin being the chief witness. In February 2004, upon conclusion of the criminal investigation, the Zavodskii district prosecutor allegedly gave the RNU all the case material, including the contact information for all the experts and witnesses. It is alleged that RNU activists then began to distribute leaflets in Orel and other cities across central Russia accusing Dmitrii Kraiukhin of "heresy" and publicizing his home telephone number and address. Consequently, it is reported that Dmitrii Kraiukhin has been the subject of numerous threats. According to the information received, Dmitrii Kraiukhin requested that the Zavodskii authorities provide him with witness protection, which was allegedly denied. In early July 2004, Dmitrii Kraiukhin reportedly received a death threat through the post which included a photocopy of an article from the Russian daily newspaper *Izvestiya* concerning the murder of human rights defender Nikolai Girenko. Reports indicate that a section of the article regarding Mr. Girenko's planned participation in a trial against RNU activists was highlighted. Reportedly, the same threat was sent to a local police official and editors of three newspapers in the region which had been critical of extreme nationalist organizations. Concern is expressed for the safety of Dmitrii Kraiukhin as these death threats and acts of intimidation may be directly linked to his anti-racism activities as a human rights defender and more specifically to his participation in the trial of a neo-Nazi organization.

43. On 20 September 2004 the Government of the Russian Federation replied to the communication of 28 July 2004 concerning the case against two members of the RNU. The Government claimed that the case was still pending before the Zavodsky district court of the city of Orel, the question not yet having been examined. The next judicial sitting was scheduled for

31 August 2004. The Government further stated that **Mr. Kraiukhin** gave his personal details in court but did not request that the hearing be held behind closed doors. Moreover, all the witnesses' personal details were annexed to the bill of indictment in accordance with the law in force (art. 217, 220 and 222). The Government had no information that it was in fact the District Procurator who had made the information public. The Government further claimed that despite the fact that leaflets containing information concerning Mr. Kraiukhin were distributed in the city of Orel, Bryansk and some other oblasts, there was nothing in the leaflets requesting that Mr. Kraiukhin refuse to testify or give false testimony. Mr. Kraiukhin was nevertheless offered police protection by special reaction detachment officers as well as by having his phone conversations monitored. He refused such protection. The Investigation Section of the Sovetsky District Internal Affairs Office was investigating threats received by Mr. Kraiukhin relating to his participation in the trial against the RNU.

Observations

44. The Special Rapporteur thanks the Government of the Russian Federation for its reply. This case illustrates the prevailing situation of racism in Russia and the responsibility of neo-Nazi groups, and therefore justifies the Special Rapporteur's request to visit the country. He thanks the Government for having agreed to his visit. He intends to pay particular attention to the activities of these groups not only during this visit, but by giving appropriate emphasis to this phenomenon worldwide in his next general report.

Slovakia

45. On 29 April 2004 the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on violence against women, and the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health, sent a letter of allegation to the Government concerning a number of Romani women who had allegedly been subjected to forced and coerced sterilization in Slovakia. According to information received, certain Romani women's rights to informed consent to sterilization, accurate and comprehensive health information, and non-discriminatory health services had been violated and the Office of the Deputy Prime Minister initiated an investigation into these allegations. However, the Special Rapporteur received information suggesting that the investigation was not conducted in a manner respecting the rule of law, including the rights of victims to be treated with dignity.

46. On 12 February 2003, **21 women** from Romani settlements in Richnava and Bistrany were reportedly questioned at the Krompachy police station in connection with sterilization procedures to which they had been subjected. The names of 19 women had apparently been given to the police by the staff of the Krompachy Hospital. All of the women were allegedly taken for questioning by police officers who came to their homes unannounced. It is believed that most of the women did not understand in what capacity they were being questioned, nor were they aware of their right to refuse to comply with an orally presented summons. It is believed that some women thought that they were being treated as criminal suspects. The questioning of Romani women was, moreover, allegedly conducted by male police officers who demonstrated no sensitivity to the intimate nature of the procedure, the circumstances in which it took place or its effects. At least **two of the women** were reportedly threatened by the officers who questioned them and others were told that they should sign a criminal complaint for the offence of genocide, although the women had no knowledge of, nor had they been instructed

about, the significance of the formulation of this charge. At the same time, the women were allegedly told that they would face imprisonment of up to three years for false accusations should their complaint prove to be false. Similarly, on 13 and 14 August 2003, in the course of interrogations held at the police stations in Spisské Vlchy and Krompachy, it is reported that investigators threatened at least **11 Romani women** that they would be prosecuted for submitting a false complaint if the investigation failed to prove their allegations of forced sterilization and that women who had been pregnant before they were 15 years old were told that their husbands or partners would be prosecuted for statutory rape. On 13 August 2003, **Romani women in Bystrany** were also allegedly interrogated in Spisské Vlchy without having received prior written notice or summons. On October 2003, the criminal investigator of the Slovak Republic reportedly halted the investigation and concluded that no criminal wrongdoing had been found. Shortly after this decision was made, a group of Romani women allegedly filed an appeal with the Regional Prosecutor's Office in Košice, challenging this decision. It is reported that their complaint objected to the inadequacies of the criminal investigative proceedings, ignoring the crucial issue of informed consent, bias of experts, not using evidence proposed by victims and minors being sterilized without valid consent of their parents. However, it is believed that the Regional Prosecution rejected the complaint, resulting in the official closing of the criminal investigation.

47. On 29 July 2004, the Government of Slovakia replied to the communication of 29 April 2004. The Government claimed that following receipt of information published by an NGO and following the lodging of criminal complaints concerning the practice of forced sterilization in eastern Slovakia between 1999 and 2003, all relevant constitutional institutions took action on the matter. The Regional Police Office Corps launched prosecutions against unknown perpetrators for the criminal offence of genocide. Moreover, an expert team under the Ministry of Health was created, whilst the Minister of the Interior established a specialized police investigation team of four persons, three of whom were women. Investigations were carried out under the supervision of the Prosecutor General's Office and the Parliamentary Committee for Human Rights, Minorities and the Status of Women. These investigations and inspections of the various hospitals and gynaecological institutions revealed that genocide, segregation or discriminatory practices in health care establishments had not taken place. The Government affirmed that civil society members were also involved in the process. International institutions and organizations were also allowed by the Government to assess the whole issue directly. Investigators were not allowed to access women's files in hospitals, as a result of which public appeals were made to women who believed that they had been sterilized against their will or without their consent to contact any police corps department to be advised on how to contact the investigative team. On 24 October 2003, the Regional Judicial Police Office decided to close the investigations since no proof concerning the practice of forced sterilization had been found. The investigation had, however, revealed certain procedural shortcomings in the laws as well as in health establishments in connection with the obtaining of informed consent from patients undergoing sterilization. Consequently, the Government initiated a review of the relevant Slovak medical legislation with a view to bringing it into conformity with the Council of Europe's Convention on Human Rights and Biomedicine. A copy of this law was attached in the Government's response to the Special Rapporteur. The health institutions found to have administrative deficiencies adopted measures such as having new forms for sterilization applications and other forms for the consent of patients being sterilized. The Government is also prepared to organize further training of health care personnel, police, the social sector, as well as

public administration staff in order to deepen their sensitivity to the human element required for services provided by them.

48. On 19 October the Special Rapporteur sent a letter of allegation to the Government concerning the statement made by the Head of the European Commission delegation to Slovakia on the occasion of the enlargement of the European Union on 1 May 2004. According to the information received, on that day Dutch Television broadcast a statement by the person concerned, proposing the forced separation of Romani children from their parents in order to solve the "Roma problem". He reportedly added that Romani children should be brought up in boarding schools where they would be continuously exposed to "the system of values which is dominant in our society". He also suggested offering the parents a financial incentive to overcome their resistance. He concluded that the result would be a new generation of Roma that would fit better into the dominant society and would be able to truly contribute to the growth of the economy.

Observations

49. The Special Rapporteur thanks the Government of Slovakia for its reply to his communication of 29 April 2004. Whilst acknowledging that the Government has already taken action on the matter, he would, however, like to draw the attention of the Government to the urgency of the need to further develop strict and enforced policies concerning sterilization of women. The Special Rapporteur shall follow developments on this issue in close cooperation with the European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia.

50. The Special Rapporteur regrets that no reply to his communication of 19 October 2004 had been received from the Government of Slovakia at the time this report was finalized. He intends to follow up on this case. In the eventuality that no response is received from the Government, he will no longer treat this case as a mere allegation but will include it in his next general report.

Sudan

51. On 27 February 2004 the Special Rapporteur sent a letter of allegation to the Government concerning the civilian population of the Darfur region. It was reported that since 14 February 2003, the civilian population in the Darfur region had been the victim of systematic killings and looting. Several villages had been burnt and people arbitrarily arrested, detained, tortured and executed. More than 100,000 people had been internally displaced. Allegedly, these human rights violations were mainly committed by Government-allied militias such as the Janjaweed, Murahleen and Popular Defence Forces. Reportedly, the victims were mostly from the **Fur ethnic communities** of the Masalit, Dajo, Tunjur and Tama whereas the members of the militia were Sudanese of Arab descent. On 14 February 2003, two rebel groups (the Justice and Equality Movement (JEM) and the Sudan Liberation Army (SLA)) accused the Government of the Sudan of failing to protect the Fur from the continuous attacks of Sudanese of Arab descent in the Darfur region. Allegedly, the Fur are sedentary populations who consider themselves as "Blacks" and/or "indigenous Africans", and who speak their own local language. The members of the militia are Sudanese nomads who speak Arabic and are of Arab descent. However, not all Arab communities participated in the conflict in Darfur. Allegedly, there are also communities of "Black Arabs", such as the Dorok, who refused to participate in the conflict and were therefore

being attacked by the Janjaweed and other Government-allied militia. Furthermore it is alleged that there are serious attempt by Sudanese Arabs to drive all Black Sudanese from Darfur. The language used during attacks by the Janjaweed and during interrogations by army officials revealed a consistent pattern of racial discrimination:

“We are the Arabs, we have the priority, you are the Blacks.”

“You are Black and you are opponents. You are our slaves. The Darfur region is in our hands and you are our herders.”

“You are slaves, we will kill you. You are like dust, we will crush you. ”

52. On 9 December 2004, the Special Rapporteur, jointly with the Representative of the Secretary-General on the human rights of internally displaced persons, the Special Rapporteur on the question of torture and the Special Rapporteur on violence against women, sent a letter of allegation concerning seven internally displaced women and girls from Deraj camp, 4 km east of Nyala, Southern Darfur: **Hawa Salih Khamis**, aged 19, **Zahra Haroun Koursi**, aged 30, **Fatima Saif Aldean Suliman**, aged 15, all from the Dajo tribe; and **Kaltoum Adam Mohamed**, **Meryem Idrees Adam**, **Zahra Issa Jar Alnabi**, and **Asha Mahmoud Abdalla**. On 30 November 2004, as they were collecting fire-wood outside the camp in a place called Momo, 2 km north of the Deraj IDP camp, they were stopped by armed militias and asked about their tribal origins. Upon answering that they were Massalit, the militia told them that they did not like Massalit women. They were stripped and beaten with guns on their chests and heads. Half of the group were kidnapped and raped before being abandoned. The other half escaped and returned to the camp. They were all seriously injured, including one who was pregnant. Initially, all of them received medical treatment at the medical centre at Nyala. The pregnant woman was transferred to Nyala hospital where she miscarried. The attack was reported to the police in Nyala.

53. The Special Rapporteurs have received information concerning another incident, involving five women and girls from the same camp: **J.A.**, aged 10, **S.A.A.**, aged 11, **Mastoura Ibrahim Ahmed**, aged 25, **Hawa Ahmed Ali** aged 30 and **Husnea Ibrahim Ahmed**, aged 25. On 2 December 2004, as they were collecting firewood north of the camp in Torkong, they were attacked by armed militias. They were beaten and three persons were raped. They received medical treatment at the medical centre at Nyala. The lawyer at the centre, at their request, reported the incident to the police authorities at the Nyala Central (Wasat) police station; however, the police refused to file the case. The women and girls were then transferred to the Nyala hospital for treatment but were refused because they did not possess a “Police Form Number 8”, the form for treatment for injuries caused by a criminal act required by Sudanese Law.

Observations

54. The Special Rapporteur regrets that no reply to his communication of 27 February 2004 had been received from the Government of the Sudan at the time this report was finalized. The Special Rapporteur intends to follow up on this case. In the eventuality that no response is received from the Government, he will no longer treat the case as a mere allegation but will include it in his next general report.

55. Concerning the Special Rapporteur's communication of 9 December 2004, reference is made to paragraph 2 above; the deadline for this communication was set at 10 February 2005.

56. The Special Rapporteur would like to express, in line with United Nations principles, his extreme concern at the situation in Darfur. He intends to visit the Sudan to assess the ethnic or racial dimension and nature of the conflict.

Switzerland

57. Le 19 octobre 2004, le Rapporteur spécial a envoyé une lettre d'allégation au Gouvernement concernant plusieurs cas de contrôles policiers suivis de fouille corporelle, qui seraient allés jusqu'au déshabillage en public, dont auraient été victimes des Noirs. Le 30 juin 2004, dans l'après-midi, **deux jeunes Guinéens** auraient été interpellés par des policiers sur les quais de la gare de Cornavin, à Genève. Ils auraient été contrôlés et fouillés parce que soupçonnés d'être des trafiquants de drogue. La fouille corporelle serait allée jusqu'au déshabillage avec fouille anale, sur les quais de la gare. La police n'aurait trouvé aucun indice pouvant confirmer leurs soupçons. Un citoyen suisse, choqué par la scène à laquelle il aurait assisté, aurait alerté la presse. Le 16 juillet 2004, un épisode similaire se serait produit vers 15 h 30 sur la place Isaac-Mercier, à Genève. Selon le témoignage d'une personne ayant assisté aux faits, deux policiers auraient contrôlé l'identité d'un jeune Noir, qui serait resté calme. Les policiers auraient ensuite fait baisser son pantalon ainsi que son caleçon au jeune garçon. Un des policiers aurait tiré sur le caleçon et l'aurait fouillé avec beaucoup d'attention. Les policiers auraient ensuite emmené le garçon, tout en n'ayant rien trouvé de suspect sur lui. Un témoin ayant assisté à la scène aurait demandé à un des policiers son numéro de matricule et aurait porté plainte. Aussi, le 30 juillet 2004, **M. Boris Hounbadji**, travaillant à Tolochenaz, serait rentré du travail comme d'habitude par le train régional qui l'amène à Lausanne. Selon les informations reçues, ce jour-là il aurait été le seul Noir dans la voiture. Le contrôleur aurait demandé aux passagers de présenter leur billet, et, arrivé à son niveau, M. Hounbadji lui aurait présenté son billet et son abonnement demi-tarif. Ensuite, le contrôleur lui aurait demandé de présenter une pièce d'identité, et M. Hounbadji lui aurait répondu qu'il n'avait aucune autre pièce d'identité sur lui. Le contrôleur lui aurait donc demandé sa carte de banque. M. Hounbadji se serait énervé et lui aurait dit qu'il n'avait pas à la lui donner, qu'il était en règle et que s'il doutait de son identité il allait lui montrer son abonnement de l'année précédente, ce qu'il fit. Le contrôleur aurait alors dit qu'il allait appeler la police. Arrivés à Lausanne, le contrôleur et une de ses collègues auraient empêché M. Hounbadji de sortir du train. M. Hounbadji aurait essayé de se frayer un passage en écartant la collègue du contrôleur de son chemin. Le contrôleur aurait alors crié qu'il venait d'agresser sa collègue et qu'ils allaient l'amener à la police, ce qu'ils firent. Au poste de police, M. Hounbadji aurait été enfermé dans une pièce isolée où il faisait très chaud et se serait plaint de ce traitement de façon vigoureuse. Trois policiers seraient alors entrés dans la pièce et l'auraient frappé violemment, aux yeux, au ventre et un peu partout sur le corps. Ils l'auraient menotté et lui auraient frappé la tête contre le mur. Plus tard, un homme serait entré dans la pièce pour le questionner sur ce qui était arrivé dans le train, et lui aurait expliqué que le contrôleur lui avait demandé sa pièce d'identité parce qu'il y a beaucoup de Noirs qui prennent ce train. M. Hounbadji aurait ensuite été relâché et se serait rendu à l'hôpital.

58. Le 27 janvier 2005, le Gouvernement suisse a répondu à la communication du Rapporteur spécial datée du 19 octobre 2004 concernant:

Ibrahim Bah et Marc Derveux (allégations du 30 juin 2004). Concernant Ibrahim Bah et Marc Derveux, le Département de justice, police et sécurité (DJPS) conteste les allégations. Une plainte pénale a été déposée par les deux victimes le 5 juillet 2004 auprès du procureur de la République et Canton de Genève. Le 6 juillet 2004, un tiers ayant assisté aux faits a également déposé plainte auprès du Procureur de la République et Canton de Genève. Une procédure pénale menée par la justice genevoise est actuellement en cours. Après l'enquête préliminaire, le procureur général de la République et Canton de Genève a ouvert une instruction préparatoire et confié le dossier à un juge d'instruction. Par ailleurs, une procédure administrative (disciplinaire) a été ouverte par le Chef de la police contre les policiers mis en cause. Elle est actuellement suspendue jusqu'à droit connu sur la procédure pénale. À ce stade, aucune sanction n'a été prise. En effet, d'éventuelles sanctions pénales interviendraient dans la phase de l'instruction définitive. Quant aux sanctions disciplinaires, celles-ci seraient prises au terme de la procédure administrative, elle-même suspendue jusqu'à droit jugé au pénal. Dès lors, l'établissement des faits est toujours en cours;

Amelia Suarez-Mbolela (allégations du 16 juillet 2004). Concernant Amelia Suarez-Mbolela, les allégations sont réfutées. Le 17 juillet 2004, une doléance a été adressée par une tierce personne témoin des faits à la Conseillère d'État et Présidente du DJPS, qui a sollicité le Chef de la police pour que la lumière soit faite sur cet événement. Le Chef de la police a ordonné une enquête interne et l'a confiée au commissariat (IGS). Aucune sanction n'a été prise à l'encontre des policiers mis en cause, et ce, au terme des conclusions de l'enquête interne qui ont été communiquées à la Présidente du DJPS;

Yédia Léonel Boris Hounbadji, originaire du Bénin. Le Gouvernement indique que les faits ne sont que partiellement exacts parce que la situation concernée a dégénéré suite au comportement inadmissible de Yédia Léonel Boris Hounbadji, vis-à-vis de tiers, en l'occurrence des contrôleurs des CFF (Chemins de fer fédéraux), et plus particulièrement d'une femme, employée CFF, qui a été frappée par l'intéressé. Celle-ci a déposé une plainte pénale contre son agresseur (physique et verbale). L'enquête menée par un juge d'instruction est au point mort du fait que Yédia Léonel Boris Hounbadji a quitté la Suisse. De plus, les griefs que Yédia Léonel Boris Hounbadji a formulés à l'encontre de la police cantonale vaudoise auraient normalement justifié une plainte pénale contre les fonctionnaires responsables. Pourtant, aucune démarche de ce genre n'a été entreprise. De plus, les gendarmes concernés contestent la version des événements tels que relatés par Yédia Léonel Boris Hounbadji. Ils indiquent que M. Hounbadji a été conduit à la gendarmerie de Lausanne, par un contrôleur CFF pour que son identité soit vérifiée, après avoir présenté un abonnement demi-tarif échu au 23 octobre 2003. Les employés CFF ayant indiqué que M. Hounbadji s'était montré violent lors du contrôle, il a été emmené afin qu'il soit procédé à une fouille de sécurité. Il a refusé tout contrôle. Les gendarmes concernés indiquent que, s'ils ont effectivement dû employer la contrainte à son encontre, c'est suite aux coups incessants donnés avec les mains et les pieds sur la vitre du local de réception dans lequel il avait été placé pour permettre le bon déroulement des contrôles nécessaires. Les policiers affirment n'avoir utilisé la force que par nécessité et dans une mesure parfaitement proportionnée aux circonstances. En revanche, une plainte pénale a été déposée à son encontre; une enquête pénale a été ouverte pour injure et violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires. Yédia Léonel Boris Hounbadji étant parti s'établir à l'étranger, aucune procédure pénale ou administrative ne peut être menée à bien à l'heure actuelle. En ce qui concerne les policiers mis en cause, aucune sanction pénale ou administrative n'a été prononcée à leur encontre. Faute de plainte, aucune enquête n'a même été ouverte. Les

explications données par les intéressés justifient qu'aucune sanction disciplinaire ne soit prononcée. Quand à Yédia Léonel Boris Houngbadji, son départ du territoire suisse pourrait conduire l'autorité judiciaire à prononcer à son endroit un jugement par défaut.

Observations

59. Le Rapporteur spécial remercie le Gouvernement suisse pour sa réponse, ainsi que pour la réponse positive qu'il a donnée à sa demande de visite dans le pays. Cette visite, qui avait été motivée par la dimension xénophobe des messages et déclarations de certains partis politiques lors des dernières élections parlementaires, telles que dénoncées par les ONG et la presse suisse, devrait avoir lieu au cours de 2006. Néanmoins, compte tenu du nombre de pratiques de violence ayant une connotation raciale ou xénophobe et estimant les réponses reçues imprécises et générales dans leur formulation, impliquant de surcroît la reconnaissance de l'usage de la force même «proportionnée», il se propose de revenir sur ces cas lors de sa visite.
